

Philippe Corcuff

Politiste, Institut d'études politiques de Lyon

Clivage national-racial contre question sociale. Un cadre d'analyse socio-politique pour interpréter les progrès de l'extrême droite en France

L'article analyse la montée de l'extrême droite comme témoignant d'une « crise du sens » et d'une recomposition des identités dans notre société. Ces crises et recomposition s'exprimeraient principalement, depuis les années 1980, par une substitution de l'ancien « clivage de la justice sociale », postulant une société traversée par des inégalités économiques et sociales, par le « clivage national-racial », qui divise la société en groupes ethnicisés.

Je voudrais présenter un cadre d'analyse inscrit dans la sociologie politique afin d'interpréter sous un jour nouveau les avancées de l'extrême droite en France depuis le début des années 1980. Il s'agit de l'hypothèse d'une compétition entre le *clivage national-racial* et le *clivage de la justice sociale* autour de la représentation la plus pertinente des conflits de la société française. Depuis 1996, j'ai déjà esquissé à plusieurs reprises cette hypothèse dans diverses interventions à tonalité militante ou savante. J'essayerai ici d'en donner une version systématique. Ce cadre pourrait constituer un outil global de relecture des travaux fournis par les sciences sociales sur cette question depuis le milieu des années 1980, en les agençant dans un tableau d'ensemble. Par rapport aux analyses plus spécialisées et plus fines des phénomènes observables, ce schéma n'a rien d'exhaustif et peut même se révéler malhabile pour rendre compte d'une partie des données disponibles. Mais je fais le pari que son avantage cognitif principal réside dans la façon dont, à partir d'une vue globale, il est susceptible de mettre en ordre une pluralité de dimensions traitées par les travaux existants comme une diversité d'observations microsociologiques déjà produites (en rendant possibles des passages entre les niveaux micro- et macrosociologiques d'analyse des faits sociaux). Toutefois la taille de cet article ne me permettra pas de déployer systématiquement les indices empiriques qui ont nourri la confection de ce modèle, ils seront simplement

signalés à la fin du texte. Par ailleurs, dans le passage entre le scientifique et l'action politique, ce modèle a l'intérêt d'éclairer des difficultés rencontrées par l'action antifasciste et de pointer des tâches pratiques.

Un cadre analytique constructiviste

Le schéma d'analyse que je propose pour appréhender les développements de l'extrême droite en France ces dernières années puise dans les approches dites *constructivistes* des groupes sociaux¹. Cet ensemble de ressources théoriques prend sa source dans les travaux pionniers de l'historien britannique Edward P. Thompson sur la formation de la classe ouvrière anglaise, mais a surtout été confectionné à la fin des années 1970 et aux débuts des années 1980 en France par Pierre Bourdieu et Luc Boltanski. Tant Bourdieu que Boltanski mettent alors l'accent sur deux aspects principaux : 1) l'importance des « luttes de classements sociaux » dans la vie des groupes sociaux (c'est-à-dire des luttes symboliques autour de la définition des classes et des groupes, constituant une des modalités des luttes de classes), et 2) la contribution de la représentation politique, des porte-parole (associatifs, syndicaux, partisans, etc.), à l'existence publique de ces groupes. Pour synthétiser, on peut dire que dans les lectures constructivistes, les groupes et les clivages sociaux ne sont vus ni comme des « nécessités objectives » (comme chez nombre de « marxistes »), ni comme des « illusions idéologiques » (comme pour une série de « libéraux »), mais comme des construits socio-historiques, dotés d'une épaisseur historique plus ou moins activée dans la vie quotidienne.

Le double travail *symbolique* (d'homogénéisation du sens à travers des représentations communes, des symboles, des discours, etc.) et *politique* (d'unification des identités à travers des représentants et des institutions) apparaît alors central dans ce qui n'est qu'une intégration relative d'expériences et d'intérêts plus ou moins disparates. Le travail symbolique et politique opère à partir de réalités inscrites dans les situations concrètes et dans les expériences ordinaires, mais en n'en sélectionnant que certains traits (au détriment d'autres, eux aussi présents dans l'expérience mais non politisés) ; traits qui deviennent alors les traits pertinents dans une construction générale dotée d'une dynamique propre. Ces constructions ont, bien sûr, une part volontaire et réfléchie, mais celle-ci se révèle seconde par rapport aux dynamiques socio-politiques inintentionnelles dont elles se nourrissent et sur lesquelles elles opèrent. Des expériences, des aspirations, des frustrations, des ressentiments assez hétérogènes, dans leurs causes comme dans leurs manifestations, peuvent alors alimenter, dans de nombreux malentendus et ambiguïtés, ce qui devient une machine d'*inter-traduction* (pour emprunter un terme à la sociologie des sciences de Michel Callon et Bruno Latour), de *mise en équivalence* (pour emprunter une notion à la sociologie de la

justification de Luc Boltanski et Laurent Thévenot) d'éléments multiples, une sorte de *conducteur de généralisation* de vécus singuliers.

Cet outillage théorique se présente comme une approche de sociologie politique, dans le sens où loin de se centrer seulement sur le champ politique institutionnel ou, à l'inverse, de chercher les clés du problème dans des évolutions sociales extérieures à ce champ politique, il braque le projecteur sur des passages entre politique institutionnelle et évolutions sociales. À partir de ce cadre analytique, je fais l'hypothèse qu'il existe en France une compétition depuis le début des années 1980 entre deux façons de se représenter le clivage social le plus pertinent : *le clivage de la justice sociale et le clivage national-racial*.

Erwan Lecœur et la dimension symbolique dans la dynamique frontiste

Erwan Lecœur a participé au débat qui a suivi ma communication lors du colloque qui préparait les 31 janvier-1^{er} février 2003 ce numéro de *ContreTemps*, alors que son livre, *Un néo-populisme à la française – Trente ans de Front national* (Paris, La Découverte, février 2003), n'était pas encore paru. Je n'ai donc pris pleinement connaissance de ses thèses qu'après avoir rédigé la première version orale de mon texte. Le cadre théorique que je propose ici converge pour une part avec ses analyses : contexte de « crise du sens² » et de recompositions identitaires dans les sociétés occidentales contemporaines, importance des logiques symboliques de découpage des frontières et des conflits pertinents entre les groupes, place de l'ethnicisation notamment. J'ai ainsi traité des symptômes d'une « crise de la Modernité » à travers des matériaux culturels ordinaires (roman noir, cinéma et chansons), des productions de sciences sociales et des débats philosophiques dans *La Société de verre* (Paris, Armand Colin, 2002). Mais ce climat général d'un brouillage de repères antérieure ment stabilisés se révèle à mon sens un contexte trop global pour bien saisir un phénomène comme les progrès actuels de l'extrême droite. Il y a comme un *gap* entre l'histoire politique du FN de la première partie du livre de Lecœur et le cadre de « la crise du sens » de la deuxième partie. Il manque dans son modèle des médiations sociopolitiques et une temporalisation un peu plus précise des processus en jeu. L'hypothèse d'une compétition entre le clivage de la justice sociale et le clivage national-racial me semble pouvoir constituer une telle médiation, tout en demeurant à un niveau d'observation suffisamment global pour intégrer une variété de données. De ce point de vue, elle apparaît complémentaire vis-à-vis des développements plus macrosociologiques de l'ouvrage de Lecœur (qui rejoignent certaines réflexions de *La Société de verre*).

Par ailleurs, le recours au terme de « populisme » me semble une erreur à la fois cognitive et politique, dans un domaine où le choix des catégories savantes a immédiatement des implications pratiques. L'usage de la notion de « popu-

lisme » pour qualifier le FN – opération qui vient au départ de l'univers savant³ – est ainsi devenu assez général chez les commentateurs académiques, les journalistes et le personnel politique (opposé au FN et du FN). Or, deux dimensions véhiculées par ce terme peuvent tant brouiller la vue des analystes qu'apporter une petite contribution symbolique à la légitimité du FN : 1) il permet à l'ethnocentrisme de classe des milieux sociaux à fort capital culturel de s'exprimer en toute bonne conscience par une stigmatisation rampante du « populaire », sans la corde de rappel d'un minimum de vigilance épistémologique du côté des chercheurs, et 2) il participe à l'accréditation, sans distance, du FN comme expression du « peuple ».

Le clivage de la justice sociale, c'est ce qu'on appelle traditionnellement dans le mouvement ouvrier « le clivage de classe ». Je préfère ne pas retenir cette expression, car elle laisse entendre qu'il n'y a *qu'une* façon de construire les classes à un moment donné dans une société comme la nôtre. Cela nous conduirait à emprunter de nouveau une certaine impasse intellectuelle de nombre de marxismes, que justement la sociologie de Bourdieu nous a aidés à identifier. Et puis, politiquement, cela nous orienterait vers l'idée du « vrai » clivage (celui « de classe »), « dur », « objectif », enraciné dans « l'infrastructure économique », opposé aux « faux » clivages, « idéologiques », nés de « l'aliénation des masses », etc. Ce qui nous amènerait à sous-estimer l'ampleur du problème politique et donc des tâches militantes. Partons donc plutôt de l'hypothèse qu'il y a en général dans une société donnée plusieurs façons concurrentes de découper les groupes et les classes ayant des points d'ancrage potentiels dans la réalité des expériences.

Le clivage de la justice sociale, c'est donc le clivage autour de la production et de la répartition des ressources (souvent pensé à propos des ressources économiques, mais qui pourrait être élargi aux ressources culturelles, politiques, aux ressources de reconnaissance sociale, etc.). Il a pu se décliner de différentes façons : riches/pauvres, patrons/ouvriers, gros/petits, etc. Il semble que nombre de machines d'inter-traduction de ce type ménagent un certain flou dans leurs formulations (comme l'avait déjà pointé Boltanski dans *Les Cadres – La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982), tendant ainsi à accroître leurs zones sociales d'appropriabilité et donc leur capacité à se nourrir de davantage d'hétérogénéités. Ici le flou a à voir avec l'efficacité politique. Le bricolage, l'ambiguïté et le flou seraient donc souvent des dimensions plus opératoires pour l'activité symbolique et politique que la cohérence, l'homogénéité et la clarté intellectuelles des « idéologies ».

Le clivage national-racial, c'est l'opposition français/étrangers, non pas au sens juridique mais des apparences « ethniques ». Là aussi, on a du flou, car cette

machine d'inter-translation joue de l'ambiguïté entre le référent « national » et le référent « racial » (ou « ethnique »)⁴. Il vaut mieux parler, afin d'appréhender l'activité de cette machine, d'*ethnicisation* (ou de *racialisation*) que de « racisme », car cela permet d'insister davantage sur la dimension processuelle – processus réversible et non exclusif d'autres logiques chez une même personne – et de ne pas présupposer la présence d'une vision du monde clairement constituée et explicite (à laquelle on peut réserver le terme de « racisme »).

Une vue historique globale

Je voudrais maintenant avancer quelques hypothèses historiques globales et schématiques quant à la compétition des deux clivages retenus dans la société française depuis la fin des années 1970.

La montée du clivage national-racial me semble d'abord liée aux difficultés du clivage de la justice sociale qui avait largement structuré symboliquement et politiquement la gauche depuis la fin du XIX^e siècle (dans ses variantes marxistes, socialistes et chrétiennes sociales). Le recul de ce clivage commence à la fin des années 1970. Il renvoie à une pluralité de facteurs, dont : a) des problèmes du côté des institutions de représentation du clivage (déclin du PCF, désyndicalisation, décrédibilisation sociale de la gauche au pouvoir après 1981 notamment) ; b) des déplacements symboliques et intellectuels (« nouveaux philosophes » tendant à associer visées de justice sociale et « totalitarisme » dès la fin des années 1970, contre-révolution libérale des années 1980, entre autres) ; et c) des transformations de la société française (poussée des formes d'individualisation et transformations du salariat, en particulier). Dans ce recul de la question sociale dans le domaine politique, la déconstruction du groupe ouvrier et sa dévalorisation dans l'espace public, telles qu'elles ont été analysées par Stéphane Beaud et Michel Pialoux⁵, ont joué aussi un grand rôle. Ce groupe ouvrier représentait un moteur symbolique (l'image de « la classe ouvrière » au cœur de la conflictualité sociale) et militant (des réseaux associatifs, syndicaux et partisans) important pour le clivage de la justice sociale. L'activité symbolique et politique s'efforçant d'imposer une vision ternaire du monde social (quelques riches – une immense classe moyenne – quelques pauvres) de Giscard d'Estaing en Fondation Saint-Simon et *Esprit*, en passant par François de Closets, adossée à une critique des « corporatismes », a aussi participé à défaire le clivage de la justice sociale⁶.

Mais ce n'est pas ce clivage ternaire (qui a plutôt « fonctionné » du côté des « élites » économiques, technocratiques, politiques et journalistiques) qui a « pris » dans de larges secteurs de la population, sur les vides laissés par le clivage de la justice sociale, c'est le clivage national-racial porté politiquement par le FN. Certes, ce n'est pas le FN qui crée l'ethnicisation de toutes pièces. Je

fais l'hypothèse que le FN constitue tout à la fois une traduction politique et un instrument d'amplification de logiques d'ethnicisation plus quotidiennes. Ce modèle nous oblige à regarder autant des phénomènes qui travaillent la société (des formes diverses, et même hétérogènes, d'ethnicisation) qu'un travail symbolique et politique effectué par des porte-parole et des institutions. L'angle de sociologie politique retenu permet donc de prendre en compte dans le même temps les hétérogénéités des aspirations et des ressentiments sociaux qui sympathisent avec le FN (souvent pointées par la sociologie électorale et par les approches ethnographiques) et le mouvement proprement politique d'homogénéisation relative à travers des symboles, des discours et une « idéologie » (qui occupe les spécialistes des partis, les historiens des idées ou les analyses de discours)⁷. Par exemple, à partir de ce cadre analytique, on saisit mieux pourquoi la crise de 1998-1999 de l'extrême droite française, avec la création du MNR, freine la traduction sur la scène politique des ethnicisations, sans stopper leurs logiques ordinaires. Et quand cette crise politique est résorbée, le conducteur de généralisation peut être réactivé.

Au niveau de la dialectique actuelle des ethnicisations ordinaires et de leur politisation, on doit être en particulier attentif à trois aspects : 1) l'efficacité politique potentielle d'un slogan comme « la préférence nationale », qui associe une perspective globale de changement de l'ensemble des institutions de notre société (emploi, logement, protection sociale, famille, etc.) à du quotidien plus concret (tel ou tel pourra se dire que son fils va pouvoir occuper l'emploi ou le logement de « l'immigré d'à côté ») ; or, il n'y a pas, pour l'instant, de slogan abstrait-concret doté de telles potentialités du côté du clivage de la justice sociale ; 2) la façon dont la thématique de « l'insécurité » (dans une association travaillée par le FN entre « insécurité » et « immigration » qui a fini par avoir un large écho) est un conducteur de généralisation des ethnicisations quotidiennes (je fais l'hypothèse que lors de la dernière campagne présidentielle, puis dans le marketing sécuritaire de Sarkozy, parler de « délinquance » et d'« insécurité » a suffi pour qu'un nombre non négligeable de personnes entendent *implicitement* « jeunes Arabes ») ; et 3) la renaissance d'identités communautaires déconnectées d'une visée universalisable de justice sociale, tant dans le retournement positif du stigmaté chez certains jeunes issus de l'immigration dans une violence qui s'oriente d'abord contre les plus proches socialement (contre les conducteurs de bus ou du type de ce slogan entendu lors des manifestations lycéennes parisiennes des 15 et 20 octobre 1998 dans la bouche de très jeunes « casseurs » : « Les Gaulois sont foutus, les Arabes sont dans la rue ! »)⁸ que dans les passions communautaires qui se cristallisent autour du conflit israélo-palestinien dans certains secteurs de « la communauté » juive et de « la communauté » arabo-musulmane (avec une recrudescence conjointe de la judéophobie et de l'islamophobie)⁹.

Que faire ?

Le cadre d'analyse proposé pointe au moins trois pistes quant aux perspectives d'action :

- L'action antifasciste a une réelle utilité dans son travail de délégitimation des entreprises politiques de l'extrême droite, en rappelant les connexions entre les expériences fascistes antérieures et les menaces présentes. Mais cette action ne peut être que secondaire dans la lutte contre l'extrême droite. C'est l'activité pour remettre la question sociale, le clivage de la justice sociale, au cœur du débat public qui constitue le principal. Si le secondaire n'est pas associé au principal, il risque même d'avoir des effets contre-productifs ; d'autant plus que l'antifascisme des milieux sociaux disposant d'un certain capital culturel véhicule souvent un racisme de classe antipopulaire (par exemple sous la forme de la stigmatisation des « beaufs »).
 - La relance du clivage de la justice sociale ne peut se faire sur le même mode qu'avant. Elle doit tenir compte tant des transformations sociales (modifications du salariat et individualisation notamment) que des effets de la délégitimation de « l'ouvriérisme » qui avait antérieurement joué un rôle central dans la promotion du clivage de la justice sociale tout en réintégrant positivement le référent « ouvrier » parmi d'autres référents. Elle doit donc intégrer une vision élargie de l'inégalité sociale à traiter (pas seulement économique, mais aussi culturelle, de genre, de générations, de reconnaissance sociale, politique, etc.), adossée à une prise en compte d'une pluralité de formes de domination, et être attentive à la singularisation individuelle du vécu des inégalités. Nous aurions ainsi besoin d'une version rénovée du clivage de la justice sociale.
 - Je rejoins Lecœur quand il situe deux niveaux d'intervention qui devraient être combinés : le quotidien proche, d'une part, et l'activité symbolique et politique globalisante, de l'autre. Il écrit ainsi : « il s'agit de construire une vision alternative sur deux plans principaux : au plus proche et au plus "symbolique". Le local et le global, comme deux instances où se joue le sens de l'action de chacun au jour le jour » (*op. cit.*, p. 279). Ce qui suppose de rebâtir des réseaux militants qui s'enracinent dans le local et de stimuler une élaboration intellectuelle collective.
- **Liste des travaux empiriques ayant nourri la confection du cadre d'analyse**
- 1987, *Au Front* par Anne Tristan, Paris, Gallimard, coll. « Folio actuel » (observation participante du FN dans les quartiers nord de Marseille par une « taupe » de janvier à mai 1987)
- 1988, « Production de l'étranger dans les couches populaires urbaines » par Gérard Althabe, *Bulletin interne de l'Association critiques sociales*, n° 2,

décembre 1988 (synthèse d'une série d'enquêtes d'ethnologie urbaine dans les années 1980 en France)

1995, *La Perception d'une politique publique par le citoyen ordinaire – L'exemple du grand projet urbain de Vaux-en-Velin* par Marie-Pierre Beaufort, mémoire de fin d'études, IEP de Lyon, septembre 1995, 85 p. hors annexes (18 entretiens en 1994-1995)

1995, *Rapport sur l'analyse secondaire des enquêtes d'opinion relatives à l'immigration et à la présence étrangère en France* par Daniel Gaxie, Loïc Blondiaux, Brigitte Gaïti, Arnaud Richez et Emmanuel Taïeb, Département de science politique de l'université de Paris I, APRED, décembre 1995, 193 p. hors annexes (étude secondaire de sondages entre 1951 et 1993)

1996, *Les Logiques du vote Front national dans le quartier des Plantées à Meyzieux* par Guillaume Antoniotti, mémoire de fin d'études, IEP de Lyon, septembre 1996, 110 p. hors annexes (10 entretiens en 1996)

1997, « L'espace urbain ethnicié », *Revue française des affaires sociales*, vol. 51, n° 2, avril-juin 1997 (voir aussi son rapport plus complet : *Processus de ségrégation et ethnicisation de l'espace*, rapport final, recherche réalisée à la demande de la direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Laboratoire CIVIL-Grenoble, octobre 1994, 232 pages hors annexes : 96 entretiens, 4 communes – Grenoble, Cholet, Vénissieux, Rillieux-la-Pape – et 5 quartiers)

1999, *Retour sur la condition ouvrière* par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Paris, Fayard (une enquête sociologique de longue durée sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard ; voir particulièrement le chapitre 9 : « Affaiblissement du groupe ouvrier et tensions racistes »)

2002, *Itinéraires Vénissiens algériens et d'origine algérienne* par Maurice Corbel et Ahmed Khenniche, rapport d'étude, mairie de Vénissieux, 107 pages (entretiens réalisés en 2001).

1 Sur ces approches, voir mes présentations plus fournies dans le chapitre 4 des *Nouvelles sociologies* (Paris, Nathan, 1985), dans l'article « Marx/Bourdieu : allers-retours sur la question des classes » (*ContreTemps*, n° 4, mai 2002) et dans la première partie de *Bourdieu autrement* (Paris, Textuel, 2003).

2 C'est Alain Bihir qui a, le premier, associé la question de « la crise du sens » dans nos sociétés et la montée de l'extrême droite, notamment dans « Crise du sens et tentation autoritaire », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

3 La notion semble avoir servi pour la première fois à l'analyse de l'extrême droite contemporaine française dans un article de Pierre-André Taguieff sur « La rhétorique du national-populisme », *Cahiers Bernard Lazare*, n° 109, juin-juillet 1984.

4 Lecœur note aussi « le flou des positions du FN » (*op. cit.*, p. 162).

5 Dans *Retour sur la condition ouvrière – Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

- 6 Voir sur ce point ma contribution au livre collectif du club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée* (Paris, La Découverte, 1997) : « Le prêt-à-penser anticorporatiste ».
- 7 Sur ce point, la trop grande globalité du contexte de « la crise du sens » chez Lecœur rencontre tout particulièrement des limites, car elle le conduit à une homogénéisation hâtive et fautive de l'électorat FN, notamment quand il écrit sur un mode idéal-typique que « Glisser un bulletin dans l'urne, c'est renouer avec un "combat", c'est utiliser Le Pen comme une "arme", c'est poser un acte qui inquiète, pour réduire ainsi un peu de sa propre inquiétude dans un monde que l'on ne maîtrise plus et dont on a l'impression d'avoir perdu les codes. » (*op. cit.*, p. 253). Par ailleurs, un tel énoncé tend à confondre conditions sociales de possibilité (un contexte global de « crise du sens » rendant plus probables certains comportements) et significations que les acteurs donnent à leurs actions. *A contrario*, cet exemple met bien en évidence l'utilité d'un cadre analytique associant hétérogénéité des sens/homogénéisation relative du sens.
- 8 Voir une esquisse d'analyse dans mon article intitulé « Quelques hypothèses sociologiques provocatrices », *Rouge*, n° 1808, 24 décembre 1998.
- 9 Voir sur ce point ma chronique de *Charlie Hebdo* (n° 566, 23 avril 2003) sur les « Passions communautaires ».

Fragments d'histoire

Caroline Baudinière

Politiste, Université Paris X

L'extrême droite française de 1944 à 1951 : quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique.

Avec le lancement de l'hebdomadaire Rivarol, l'adoption d'une loi d'amnistie des collaborateurs et la présentation de listes aux élections législatives, l'année 1951 marque le retour politique de l'extrême droite dans le champ politique. Si ce retour a été possible six ans seulement après la Libération, c'est parce que maréchalistes et collaborateurs ont su, en dépit d'un contexte défavorable tant pour leurs idées que pour leur liberté, se réorganiser dès 1944, et ce notamment au travers du lancement d'une nouvelle presse d'extrême droite.

« On nous avait enterrés et grâce à Rivarol, nous renaissions¹ ».

François Brigneau n'est pas le seul à évoquer *Rivarol*, « l'hebdomadaire de l'opposition nationale », en termes de renaissance ou de réapparition possible de l'extrême droite sur la scène politique publique. La plupart des auteurs d'extrême droite, qu'ils se veuillent historiens ou qu'ils rédigent leur autobiographie, semblent partager ce point de vue.

Ce sentiment n'est pas pour autant explicable par le seul lancement de l'hebdomadaire en janvier 1951. En effet, on trouve d'autres publications², regroupant elles aussi les mêmes rédacteurs de « l'opposition nationale », qui ont eu un tirage important avant cette année. Il est possible que la longévité exceptionnelle de l'hebdomadaire (il existe toujours), par rapport aux autres publications, soit la cause de ce sentiment, les acteurs reconstruisant *a posteriori* leur impression du moment. En effet, *Rivarol* est né à la suite du lancement d'un autre périodique, *La Fronde*, qui n'a connu que trois numéros, et rien ne semblait, en 1951, le destiner à échapper aux difficultés financières ou judiciaires qui étaient le lot de l'ensemble de la presse d'extrême droite à ce moment. D'autres événements sont donc à considérer, qui permettent, en 1951, cette « sortie de l'ombre ».

Tout d'abord, le 5 janvier 1951, la loi d'amnistie 51-18 déposée par Georges Bidault est adoptée. La loi lève l'inéligibilité dont étaient frappés les collaborateurs et permet de libérer les auteurs de faits ayant entraîné la dégradation natio-